

# Conférence du désarmement

15 février 2011

Français

---

## Compte rendu définitif de la mille deux cent cinquième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 15 février 2011, à 10 h 10

*Président:* M. Marius Grinius..... (Canada)

**Le Président** (*parle en anglais*): Je déclare ouverte la 1205<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement.

(*Le Président poursuit en anglais*)

À ce stade, avant de donner la parole aux délégations inscrites sur la liste, permettez-moi de faire brièvement le point sur l'état d'avancement des travaux de la Conférence alors que nous entamons l'avant-dernière semaine de la présidence canadienne. C'est un peu une façon de poursuivre les échanges entamés jeudi dernier, et vous vous rappelez qu'au début de la présidence canadienne, le 25 janvier, j'ai défini quatre objectifs pour les travaux de la Conférence du désarmement, et je voudrais faire rapidement le point sur chacun d'entre eux. Tout d'abord, s'agissant de la première des priorités, à savoir les consultations sur un programme de travail, notamment avec les coordonnateurs régionaux, vous ne serez pas surpris d'apprendre que ces consultations vont se poursuivre, car nous n'avons fait aucune avancée. Vous vous en souvenez, j'ai eu des consultations bilatérales avec tous les membres, avec les groupes régionaux et dans le cadre de réunions de suivi, et je vous ai indiqué le 21 janvier qu'il y avait des positions mutuellement exclusives concernant le document CD/1864. Ce document représente l'étalon par excellence, même s'il ne bénéficie pas d'un appui intégral au sens de la règle du consensus.

J'ai officiellement proposé un projet de programme de travail simplifié qui ne contenait aucun mandat, uniquement les points de l'ordre du jour, et les questions sur lesquelles nous devons mettre l'accent et qui sont – selon vos indications – les quatre questions centrales. Je me suis essentiellement basé sur notre calendrier indicatif, que nous avons suivi assidument. Cependant, cette approche n'a pas suscité un enthousiasme total, une approche qui, comme nous l'ont rappelé certains collègues, a fonctionné au milieu des années 90. Au cours des deux dernières semaines des discussions et des échanges de fond que nous avons eus sur les quatre questions centrales, j'ai entendu beaucoup d'affirmations qui allaient dans le sens de la négociation de certains points, voire des quatre questions centrales à la fois. Mais là encore, il n'y a pas total accord sur une façon de procéder, et c'est le principe voltairien selon lequel «le mieux est l'ennemi du bien» qui prédomine dans le contexte du programme de travail.

Je crois que nous avons utilisé le temps qui était imparti au cours des séances plénières des deux dernières semaines pour avoir des échanges utiles. Je remercie les collègues qui ont bien voulu donner suite aux propositions concernant le calendrier indicatif en vue d'une approche équilibrée centrée sur les quatre questions centrales, étant entendu que chaque État membre pourrait aborder n'importe quelle question de son choix. Je pense néanmoins que les quatre questions centrales ont donné lieu à des discussions intéressantes: des séances de trois heures avec des séances supplémentaires (du temps additionnel pour emprunter la terminologie sportive), sur la question d'un traité sur les matières fissiles et sur les garanties de sécurité négatives.

Sur un plan plus personnel, je dirais que les échanges ont été constructifs, et que d'autres échanges seraient utiles, particulièrement si nous voulons que nos échanges permettent aux membres de poser des questions sur les déclarations des autres membres. Je crois que cet effort serait utile.

La troisième priorité que j'ai perçue était la participation de la société civile et davantage d'ouverture et de transparence. C'est une question que j'ai abordée avec tous les membres dans le cadre de nos discussions bilatérales et régionales, avant même que la Conférence du désarmement commence ses travaux. Il y a eu d'autres occasions de chercher des moyens de faire avancer ce dossier, notamment les déjeuners de travail avec les membres de la plate-forme présidentielle et les représentants de la société civile. Le Canada, non pendant, mais après sa présidence, envisage de tenir une réunion à l'attention de la société civile le 3 mars, et nous vous tiendrons informés à ce sujet ultérieurement.

Cette réunion sera comparable à la réunion que nous avons eue avec nos collègues et amis les interprètes, et donnera l'occasion d'avoir des échanges. Il me semble que l'enjeu est encore de savoir dans quelle mesure et comment cette instance doit faire participer la société civile à ses travaux. Il y a des précédents: le règlement intérieur parle d'une séance une fois que le programme de travail a été adopté, par exemple, mais en réalité, je me souviens qu'avant même l'adoption du document CD/1864, il y a eu une occasion d'échanger des points de vue avec des représentants de la société civile.

Enfin, dans le contexte du paragraphe 2 du règlement intérieur, qui dispose que la composition de la Conférence du désarmement doit être réexaminée régulièrement, sans toutefois préciser la fréquence de ces révisions, j'ai sollicité votre avis sur la question de l'élargissement de la Conférence, et j'ai eu des consultations avec les observateurs avant de prendre la présidence. Je voudrais souligner que même si tous les États observateurs ne souhaitent pas être membres, d'autres le souhaitent réellement, et je me suis entretenu avec leurs représentants pour examiner la façon d'aller de l'avant. Toutefois, il n'y a tout simplement pas eu le consensus qui aurait été nécessaire pour faire avancer cette question, alors même que la chose figure dans le règlement intérieur; il faut y travailler, et nous verrons bien jusqu'où nous pourrions aller. Voilà ce que j'avais à dire, et mes collègues souhaiteront sans doute y réfléchir et faire des commentaires aujourd'hui, au cours de notre prochaine séance ou d'ici à la fin de la présente session. Vous aurez bien entendu droit à de nouvelles remarques le dernier jour de ma présidence. Je compte bien mettre à profit le pouvoir et le prestige de cette présidence pour dire quelques mots jeudi prochain.

J'en ai terminé, et je passe maintenant à la liste des orateurs qui, phénomène surprenant, est brève. Deux pays sont inscrits: les États-Unis d'Amérique et le Maroc. Je donne tout d'abord la parole à l'Ambassadrice des États-Unis d'Amérique.

**M<sup>me</sup> Kennedy** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous remercier d'avoir animé les excellents échanges que nous avons eus ces dernières semaines sur les questions centrales, et aussi, il va sans dire, vous remercier d'avoir poursuivi les consultations sur le programme de travail.

Lors de ma précédente intervention en séance plénière, j'ai parlé de la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et j'ai saisi l'occasion de saluer l'initiative de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) d'organiser une rencontre parallèle sur la question de l'espace. J'ai personnellement trouvé que cette rencontre complétait à merveille nos discussions officieuses en séance plénière. Dans le même esprit, je voudrais aujourd'hui remercier nos collègues australiens et japonais d'avoir organisé une rencontre parallèle consacrée à la question des matières fissiles et en particulier à la question des définitions. Je tiens également à appeler l'attention, avec reconnaissance, sur la précieuse contribution de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a présenté un excellent résumé de la question du cycle du combustible. Étant diplomate et non technicienne, je trouve toujours les exposés de ce type particulièrement utiles. J'ai bien sûr été très très heureuse de la venue de cinq collègues du Capitole, tous experts reconnus, et je constate que beaucoup d'autres États membres de la Conférence du désarmement ont également invité des experts. J'espère que nous pourrions ensemble tirer le meilleur parti de cet abondant savoir-faire, et que tous les États membres et observateurs profiteront pleinement de cette rencontre. Cette rencontre ne se veut en aucun cas instaurer une quelconque concurrence avec la Conférence du désarmement, mais plutôt enrichir et compléter nos travaux et notre démarche sur cette question primordiale, de la même façon que notre toute première journée de débats a montré que la question des définitions était complexe et que les avis des États membres et observateurs étaient très divers.

Je voudrais terminer en me félicitant de cette rencontre dont je me réjouis à l'avance, de la même façon que je serai désireuse de prendre part à toute rencontre de ce type que tel ou tel État membre pourrait être amené à organiser.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadrice Kennedy de sa déclaration, et je donne la parole à l'Ambassadeur du Maroc.

**M. Hilale** (Maroc): Je vous remercie, Monsieur le Président. Il me plaît de vous présenter les chaleureuses félicitations de la délégation du Royaume du Maroc pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de saluer la manière hautement professionnelle et transparente avec laquelle vous dirigez nos travaux. Soyez assuré de notre soutien plein et entier pour la réussite de votre présidence. La pratique que vous avez initiée d'engager des discussions sur les thématiques du «décatalogue» tout en poursuivant les consultations sur le programme de travail mérite d'être appuyée et nous vous en remercions. Elle témoigne de la longue tradition d'engagement de votre pays, le Canada, pour les questions de désarmement. Le document et le mandat présentés par l'Ambassadeur Shannon sur le Traité sur les matières fissiles en 1995 continuent de servir de référence aux délibérations de la Conférence du désarmement sur ce traité.

Je voudrais également saisir cette occasion pour souhaiter une chaleureuse bienvenue à notre collègue, M. Seck, Ambassadeur du Sénégal, et l'assurer de l'appui et de la coopération de la délégation du Maroc.

Monsieur le Président, les années se suivent et se ressemblent à la Conférence du désarmement. En effet, une fois de plus nous partageons les sentiments de regrets et de frustration de tous ceux qui estiment que la Conférence du désarmement est toujours incapable de tirer profit du contexte mondial grandement favorable au désarmement. L'environnement international n'a jamais été aussi propice aux efforts tant régionaux que multilatéraux en faveur du désarmement. L'espoir suscité par l'adoption en 2009 du document CD/1864 contenant le document de travail, la réussite de la Conférence d'examen du TNP et les recommandations de la Réunion de haut niveau du 24 septembre 2010 commencent déjà à s'estomper, et nous le regrettons.

Bien plus, la ratification récente de l'Accord START par ses signataires, les États-Unis et la Russie, les bonnes intentions exprimées lors de la Réunion de haut niveau convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi que la sonnette d'alarme qu'il a tirée dans sa déclaration du 26 janvier dernier, ici devant notre Conférence, devraient servir de catalyseurs pour relancer les travaux de la Conférence du désarmement. Nous souscrivons à l'analyse du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies selon laquelle la poursuite du blocage actuel de la Conférence du désarmement a des incidences néfastes sur notre monde et entraîne le risque d'acquisition d'armes nucléaires par des réseaux terroristes.

En effet, la nébuleuse terroriste ne cache plus son intention d'acquérir des armes nucléaires. L'apparition de technologies accessibles au grand public facilitée malheureusement par le développement du marché noir a rendu plus aisée la fabrication d'une bombe sale combinant des explosifs conventionnels avec des matières radioactives afin de provoquer le plus grand nombre de victimes innocentes.

Ce sentiment grandissant d'insécurité a porté la question du désarmement au sommet de l'agenda des Nations Unies, il devrait nous interpeler tous pour œuvrer collectivement à rétablir la Conférence du désarmement dans son rôle d'organe multilatéral unique de négociation des instruments multilatéraux de désarmement.

Parce que le blocage qui perdure depuis treize ans n'est pas une fatalité, il est impératif de dépasser nos divergences sans plus tarder. L'impasse actuelle favorise malheureusement la prolifération nucléaire et compromet l'ultime objectif visé par la

communauté internationale, en l'occurrence la conclusion d'une convention interdisant les armes nucléaires.

Nous saluons à cet égard la décision prise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de demander au Conseil consultatif pour les questions de désarmement de conduire une étude approfondie pour identifier les problèmes qui entravent le progrès dans le mécanisme du désarmement. Cette proposition a été faite par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Maroc, M. Taib Fassi Fihri, lors de la Réunion de haut niveau du 24 septembre 2010. Le Maroc relève avec satisfaction que son appel a été entendu et souhaite que les recommandations du Comité consultatif génèrent des actions concrètes susceptibles de permettre à la Conférence du désarmement de sortir de son blocage.

Pour ce faire, il est impératif de s'engager dans une démarche intégrée, participative et globale sur tous les aspects du désarmement avec une approche permettant de remédier au dysfonctionnement de la Conférence du désarmement. Il n'y a pas de solution magique à la paralysie actuelle mais un besoin urgent de volonté politique. En effet, si les enjeux sont indéniablement sécuritaires et géostratégiques, leur résolution est éminemment politique et leur négociation nécessite, impérativement, des mécanismes efficaces et adaptés.

Dans ce contexte, le Royaume du Maroc joint à nouveau sa voix à celles des États membres du Mouvement des pays non alignés pour appeler à la convocation sans tarder de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. L'objectif sera de faire un diagnostic général de toutes les instances onusiennes en charge du désarmement, de s'accorder sur des solutions pragmatiques aux problèmes systémiques de la Conférence du désarmement et enfin adapter son ordre du jour aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans l'attente de cette réflexion, nous appelons tous les membres à mettre de côté leurs différences et divergences et à se focaliser sur l'essentiel pour le parachèvement de l'ultime objectif souhaité par tous, en l'occurrence, un monde exempt d'armes nucléaires. Pour ce faire, il faudrait nous doter d'une approche pragmatique et intégrée qui accorderait une attention équilibrée, comme vous l'avez fait, Monsieur le Président, depuis que vous êtes à la tête de notre Conférence, au «décalogue» de la Conférence du désarmement.

Un traité interdisant la production des matières fissiles doit être non discriminatoire, vérifiable et doté d'instruments de gestion des stocks. Les conditions actuelles, confortées par l'engagement clair des puissances nucléaires, militent en faveur de la réactualisation du mandat Shannon. La déclaration sino-américaine de soutien à la négociation du traité sur les matières fissiles est édifiante et encourageante à cet égard.

Les déclarations unilatérales des puissances nucléaires sur l'application du principe de non-utilisation en premier sont insuffisantes parce que non juridiquement contraignantes et réversibles. Aussi, est-il essentiel d'engager des négociations pour la conclusion d'un traité contraignant sur les garanties négatives de sécurité qui protégerait les États non nucléaires de la menace nucléaire. Un tel instrument juridique est de nature à diminuer l'importance accordée à l'arme nucléaire sur le plan de la dissuasion et constitue un élément fondamental dans l'édifice du désarmement nucléaire.

La mise en place des zones exemptes d'armes nucléaires, dont celle du Moyen-Orient, est un facteur essentiel dans le processus de non-prolifération. La Conférence de 2012 sur le Moyen-Orient présente une opportunité unique à saisir pour débarrasser la région des armes de destruction massive. Toutes les parties prenantes sont donc appelées à y participer avec la volonté politique requise pour la création d'une telle zone au Moyen-Orient en tant que mesure de confiance pour l'établissement d'une paix juste et durable au bénéfice de tous les peuples et États de la région.

La prévention d'un armement de l'espace est également une étape importante dans le désarmement nucléaire et il faut lui accorder toute l'attention requise en gardant à l'esprit le fait que l'espace fait partie du patrimoine de l'humanité et ne doit être utilisé que pour des applications civiles.

Le Royaume du Maroc participe activement aux efforts internationaux de promotion de la cause du désarmement et à la lutte contre le terrorisme nucléaire.

Ainsi, dans le contexte de son engagement en faveur du désarmement, le Royaume du Maroc a accueilli, du 2 au 4 février de cette année, à Casablanca, un séminaire organisé par l'UNIDIR et l'Union européenne, intitulé «Soutenir les négociations pour un traité sur le commerce des armes par des discussions régionales et un partage d'expertise».

Ce séminaire de trois jours a regroupé 67 participants venus de 26 pays de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, en plus des experts des Nations Unies, de l'Union africaine, des ONG et des experts indépendants. Comprenant deux parties, il a été l'occasion pour les participants de discuter de la portée des paramètres et de l'application du futur traité sur le commerce des armes, de tirer les leçons des expériences sous-régionales réussies comme celle de la Convention de la CEDEAO et celle de l'Afrique centrale sur les armes légères et de petit calibre.

La conviction générale que la plupart des armes illicites en circulation proviennent des zones de conflits et que le traité, sans prétendre juguler à lui seul ce fléau, y contribuera largement a été mise en évidence. D'où le fort soutien des participants à la conclusion rapide des négociations sur le traité.

Il a été généralement admis lors de ce séminaire qu'un large spectre d'armes classiques, y compris les armes légères et de petit calibre et les munitions, devait être couvert par le futur traité. Afin de lui préserver la flexibilité nécessaire, une liste plus détaillée des armes peut être prévue en annexe pour révision éventuelle lors des conférences d'examen.

Les actions à réglementer couvriraient aussi bien l'importation, l'exportation, le transit et le transbordement que la fabrication, l'assistance technique ou le transfert des armes. L'exclusion des opérations de maintien de la paix du champ d'application de ce traité a été appuyée.

La plupart des participants ont noté également la nécessité d'inclure dans le futur traité une composante sur la coopération technique pour le renforcement des capacités de contrôle des États. Il en est de même des mesures de transparence et il faudra à cet égard s'inspirer des instruments existants.

La mise en œuvre du futur traité nécessitera la création d'une unité d'appui internationale qui pourrait être établie au sein du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU.

Le futur traité sera rendu opérationnel par une réunion annuelle des États parties précédée par une réunion du groupe d'experts gouvernementaux et révisé tous les cinq ans lors des conférences d'examen.

J'aimerais saisir cette occasion, Monsieur le Président, pour réitérer les sincères félicitations du Royaume du Maroc aux organisateurs et aux participants pour leur professionnalisme qui a suscité un débat de qualité, grâce à une organisation et une structure excellentes du séminaire. J'adresse tout particulièrement mes remerciements au personnel de l'UNIDIR, au docteur Christiane Agboton Johnson, Directeur adjoint, ainsi qu'à ses collègues.

S'agissant de la contribution de mon pays aux efforts de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme nucléaire, le Royaume du Maroc organisera,

du 22 au 25 mars 2011 à Rabat, en collaboration avec les États-Unis d'Amérique et l'Espagne, un exercice international de simulation d'une intervention en cas d'acte malveillant mettant en jeu des matières radioactives. Les cinq objectifs de cet exercice, qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action et des principes 4 et 7 de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, sont les suivants: renforcer l'échange d'informations aux niveaux national et international; examiner les mécanismes de notification et de demande d'assistance au niveau international; examiner et tester les aspects de coordination et de gestion des crises; démontrer et tester les opérations d'intervention technique; identifier les bonnes pratiques.

Les États-Unis, l'Espagne, la France, le Portugal, les Pays-Bas, le Cap-Vert et les Émirats arabes unis participent à cet exercice en tant que partenaires ou acteurs, et les autres membres de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme seront invités en tant qu'observateurs.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Hilale de sa déclaration.

Aucune délégation ne souhaite apparemment prendre la parole. Nos travaux sont donc terminés pour aujourd'hui.

La prochaine séance plénière aura lieu le jeudi 17 février, à 10 heures. Comme vous l'ont probablement indiqué les coordonnateurs régionaux, s'agissant de notre calendrier provisoire, nous attendons plus particulièrement vos commentaires concernant les points 5, 6 et 7 de l'ordre du jour.

La séance est levée.

*La séance est levée à 10 h 40.*